

MAITRE D'OUVRAGE



**CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS "OSMO'Z"
26100 ROMANS SUR ISERE**



D.C.E. – C.C.A.P.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



**Architecte :
Atelier des Vergers**

12, Boulevard de l'Etivallière - 42000 - SAINT ETIENNE

☎ : Tel : 04 77 21 31 57 - Courriel : Email : agence@atelierdesvergers.fr



Economiste :

SOVEBAT

Espace du Parc - Rue Mozart – 26000 VALENCE

☎ : 04.75.43.20.40 – Courriel : secretariat@sovebat.fr



BET Structures :

BETREC

1 avenue de la gare Le Rhovallparc - 26300 – ALIXAN

☎ : 04.75.81.51.59 – Courriel : brice.zanolin@betrec.com



BET Fluides :

BE ACT

4, Rue Paul Henri Spaak - 26000 VALENCE

☎ : 04.75.70.84.85 – Courriel : contact@beact.pro

FEVRIER 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'Entrepreneur
- 1.2. Tranches et lots
- 1.3. Maître d'œuvre
- 1.4. Contrôle technique
- 1.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

- 3.1. Répartition des paiements
- 3.2. Tranche conditionnelle
- 3.3. Contenu des prix, mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
- 3.4. Variation dans les prix
- 3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES

- 4.1. Délais d'exécution des travaux
- 4.2. Prolongation des délais d'exécution
- 4.3. Pénalités pour retard
- 4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

- 5.1. Cautionnement, retenue de garantie
- 5.2. Avance forfaitaire
- 5.3. Avance sur matériel

ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITÉ - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

- 6.1. Provenance des matériaux et produits
- 6.2. Mise à disposition de carrière ou lieux d'emprunt
- 6.3. Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

- 6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'ouvrage

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 7.1. Piquetage général
7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

ARTICLE 8 - PRÉPARATION - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 8.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux
8.2. Etudes d'exécution, notes de calculs et détail
8.3. Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail
8.4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers
8.5. Mesures particulières en matière de sécurité et de protection de la Santé
8.6. Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

ARTICLE 9 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

- 9.1. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, vérification préalable
9.2. Stockage de matériels et de matériaux
9.3. Responsabilité de l'entrepreneur
9.4. Protection des ouvrages des autres corps d'état

ARTICLE 10 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 10.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
10.2. Réception
10.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
10.4. Documents fournis après exécution
10.5. Délais de garantie
10.6. Garanties particulières
10.7. Assurances

ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE 12 - VISA DES ENTREPRISES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché, Emplacement des travaux, Domicile de l'Entrepreneur

Le présent document est relatif à **construction d'un ensemble immobilier de 26 logements "OSMO'Z" - Rue Beatrix de Hongrie à ROMANS**, décomposé comme suit :

Sous sol commun :

- - de 37 places comprenant 34 box simples ou doubles et 11 caves.
-

Bâtiment A : 11 logements en accession :

- - Rez-de-chaussée : 2 logements T2 + 1 logement T3
- - R+1 : 3 logements T3 + 1 logement T2
- - R+2 : 3 logements T3 + 1 logement T2
-

Bâtiment B : 15 logements en accession :

- - Rez-de-chaussée : 2 logements T4 + 3 logements T2
- - R+1 : 1 logement T4 + 2 logements T2 + 2 logements T3.
- - R+2 : 1 logement T4 + 2 logements T2 + 2 logements T3.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2. Tranches et lots

LOT 00 – TERRASSEMENTS – V.R.D. – AMENAGEMENTS EXTERIEURS

LOT 01 – GROS-ŒUVRE

LOT 02 – CHARPENTE – COUVERTURE TUILES

LOT 03 – ETANCHEITE

LOT 04 – ENDUITS DE FACADES – PEINTURE MINERALE

LOT 05 – MENUISERIES EXTERIEURES PVC PLAXE ET ALUMINIUM

LOT 06 – MENUISERIES INTERIEURES BOIS

LOT 07 – METALLERIE

LOT 08 – PORTES DE GARAGES

LOT 09 – FAUX-PLAFONDS – DOUBLAGES – CLOISONS

LOT 10 – ENDUITS – PEINTURES

LOT 11 – CHAPES – ISOLANTS DE SOLS

LOT 12 – REVÊTEMENTS DE SOLS CARRELAGES – FAÏENCES

LOT 13 – ASCENSEUR

LOT 14 – ISOLATION SOUFFLEE EN COMBLES

LOT 15 – PLOMBERIE – SANITAIRES

LOT 16 – CHAUFFAGE - VENTILATION

LOT 17 – ELECTRICITE – COURANTS FAIBLES

LOT 18 – ESPACES VERTS - CLÔTURES

1.3. Maître d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est représentée par le cabinet d'architecture Atelier des Vergers mandaté à cet effet pour mission normale, dite base + EXE.

1.4. Contrôle technique

L'organisme de contrôle est assuré par le bureau :

APAVE

42 G av des Langories BP 90131

26905 VALENCE CEDEX

Tél : 04.75.82.16.50

Courriel : audrey.pasero@apave.com

1.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (C.S.P.S.)

Le bureau est :

GIRY SPS.

685 route des Cinq Portes

26210 ST SORLIN EN VALLOIRE

Tél : 09 50 22 77 79

Courriel : romain@girysps.fr

Il interviendra dans le cadre des dispositions de l'article R 238.18 du Code du Travail et sous la responsabilité du Maître d'ouvrage.

Il aura toute autorité pour faire respecter les principes de prévention. Il participera aux réunions de chantier et veillera à la tenue du registre-journal de coordination et procédera à toutes les inspections nécessaires. Il est expressément rappelé que l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil (article L 235.5).

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché comportent des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du Marché, sont réputées connues de l'Entrepreneur.

a) Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E.) auquel sera annexé la décomposition du prix global forfaitaire,
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- Plans de l'Architecte,
- Le calendrier d'exécution,
- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et protection de la santé.

b) Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2. :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés privés de travaux,
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés suivant la norme NF P 03-001 de décembre 2000 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée,
- Cahier des Clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.C. – DTU)
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés appliqués,
- Les pièces constitutives du Marché prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci avant. Les annexes venant seulement à titre explicatif sur le contenu de la pièce principale.

c) Clause particulière :

L'entrepreneur devra **obligatoirement** s'inscrire sur la plateforme e-attestation (inscription gratuite pour les entreprises) et prendre toutes les dispositions nécessaires pour déposer les documents ci-dessous et **les mettre à jour régulièrement** :

- Attestation sociale de vigilance à jour (URSSAF, RSI, MSA...)
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail
- Attestation d'assurance responsabilité décennale
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
- Congés intempéries BTP si vous y êtes soumis

La non-inscription sur la plateforme e-attestation sous un délai d'un mois à compter de la signature des présentes entrainera, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation de plein droit de l'acte d'engagement. De même, l'absence de mise à jour régulière des documents demandés, entrainera la résiliation du présent acte d'engagement.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3.2. Tranche conditionnelle : sans objet

3.3. Contenu des prix, Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1. L'entrepreneur est réputé avoir :

- Pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement pris connaissance complète et entière des lieux et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et

de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;

- Apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc... ;
- Contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence ;
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'ouvrage ;
- Avoir chiffré les prestations à exécuter en fonction de la qualité et de l'état des supports et ouvrages existants.

3.3.2. Les prix sont réputés comprendre, en sus, les dépenses, frais et marge touchant les responsabilités de l'entrepreneur en ce qui concerne ses propres ouvrages, les dommages causés au tiers, la prévention des accidents et plus particulièrement la loi 93.1418 du 31/12/1993, du Décret 94.1159 du 26/12/1994 et des Arrêtés s'y rattachant.

Le compte prorata sera géré conformément au document "Gestion et Règlement du Compte Prorata annexé en fin du présent document, notamment pour ce qui concerne les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone. A cet effet, les entreprises participant à l'opération devront accompagner leur situation d'un chèque d'un montant **de 1 % HT** sur le montant HT des travaux pour approvisionnement du compte prorata.

Le Gestionnaire établira en fin de chantier le tableau des dépenses et la répartition, ceci au prorata des montants des marchés.

3.3.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par **prix global et forfaitaire non actualisable non révisable** figurant dans l'acte d'engagement.

Est joint au marché un devis quantitatif et estimatif donné en justification du prix global et forfaitaire établi sous l'entière responsabilité de l'attributaire.

3.3.4. Prestations supplémentaires et règlement des travaux : L'entrepreneur ne devra en aucun cas entreprendre des travaux supplémentaires sans ordre écrit du maître d'œuvre contresigné par le Maître d'ouvrage.

Les modifications ou prestations supplémentaires exceptionnelles qui pourraient être commandées par le Maître d'ouvrage, en cours de chantier, seront réglées par application :

a/ des prix unitaires indiqués à la décomposition de prix forfaitaires, formant en ce seul cas bordereau de prix unitaires lorsque les travaux concordent avec ceux prévus dans ces documents.

b/ à défaut, par assimilation aux prix unitaires ci-dessus énoncés et dans les mêmes conditions.

c/ à défaut, en cas d'impossibilité d'assimilation à ces prix unitaires, il sera fait application d'un prix convenu découlant d'une discussion sur le prix de revient établi par l'Entrepreneur et accepté par le Maître d'œuvre.

Ces prix seront toujours appréciés en valeur marché, sauf pour des ouvrages de fabrication spéciale qui seront arrêtés en valeur d'exécution.

3.3.5. Situations :

Décompte mensuel :

Les décomptes seront délivrés sur présentation de situations mensuelles arrêtés au 25 de chaque mois (mois 1). Celles-ci seront cumulatives, et devront être adressées au Maître d'œuvre avant le 5 du mois suivant (mois 2) son établissement, si cela n'est pas, elles seront considérées comme situation du mois suivant (mois 2) et traitées comme telle, soit 2 mois après leur établissement (mois 3) sans donner lieu à aucun dédommagement.

Les décomptes mensuels seront présentés sur la base de la grille DPGF à laquelle une colonne pourcentage d'avancement cumulé sera ajoutée. Aucune ligne ne pourra être évaluée à 100 % d'avancement (plafond 95 %) avant les opérations préalables à la réception des travaux.

Décompte final :

Le décompte général de chaque lot devra parvenir au Maître d'œuvre mandaté pour l'opération dans un délai d'un mois suivant la date de réception des travaux sachant qu'il devra reprendre exactement le DPGF éventuellement moyenné pour la masse de travaux effectivement commandé par le Maître d'ouvrage.

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1. Les prix sont non actualisables et non révisables.

3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **mars 2024** appelé "mois zéro".

3.4.3. Choix de l'index de référence : sans objet

3.4.4. Révision provisoire : sans objet

3.4.5. Actualisation : sans objet

3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.5. Paiements des co-traitants et des sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitants dans l'acte d'engagement :

Dans le cas où le titulaire du marché est une entreprise individuelle ou une société qui sous-traite un ou plusieurs lots formant le présent marché, le ou les sous-traitants prévus dans l'acte d'engagement sont obligatoirement admis.

En cas de défaillance d'un sous-traitant prévu à l'acte d'engagement, c'est-à-dire à la signature du marché, le titulaire du marché pourra proposer un autre sous-traitant qui devra être admis par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Le contrat de sous-traitance devra préciser :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, ainsi que l'adresse du sous-traitant,
- Que les conditions de paiement des sommes dues au sous-traitant seront les mêmes que celles prévues pour le titulaire du marché, et que les projets de décompte devront être signés par le titulaire du marché et le sous-traitant,
- La personne habilitée à donner les renseignements,
- Le comptable assignataire des paiements,
- Le compte à créditer.

Le contrat de sous-traitance devra en outre faire référence au présent marché et être signé par le Maître de l'ouvrage, le titulaire du marché et le sous-traitant admis.

Si le sous-traitant n'est pas payé directement, le titulaire fournira au Maître d'ouvrage une caution en garantie de paiement des sous-traitants.

3.5.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'entrepreneur titulaire du marché ne peut sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées.

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire du marché reste responsable de son sous-traitant vis à vis du Maître d'ouvrage.

3.5.3. Modalités de paiement direct :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des Entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint, en double exemplaire, au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.5.4. Résiliation du marché, clause particulière : La résiliation du marché peut être prononcée de plein droit aux torts exclusifs de l'entrepreneur si ce dernier sous-traite tout ou partie des travaux sans autorisation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION, PÉNALITÉS ET PRIMES

4.1. Délais d'exécution des travaux

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement (**délai global 18 mois compris 1 mois de préparation et congés payés (intempéries non comprises)**).

Le délai contractuel d'exécution commence à courir à la date d'effet de l'Ordre de Service général prescrivant le commencement des travaux.

Le calendrier général d'exécution indiquera le déroulement de l'exécution des prestations et servira à la détermination des pénalités de retard à appliquer à chaque entreprise.

L'entrepreneur est tenu, pendant le court délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

4.2. Prolongation des délais d'exécution pour cause d'intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G. le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite.

<u>Lots concernés</u>	<u>Nature du phénomène</u>	<u>Intensité</u>
Lots 00, 01, 02, 03, 04, 05, 07, 18	Pluie ininterrompue	20 mm / 24h
Lots 00, 01, 02, 03, 04, 05, 07, 18	Neige	10 cm
Lots 00, 01, 02, 03, 04, 05, 07, 18	Gel	0° après 10h 00 pendant plus de 5 jours consécutifs
Lots 00, 01, 02, 03, 04, 05, 07, 18	Vent	60 km / h

4.3. Pénalités de retard

En dérogation et en complément à l'article 9.5. du C.C.A.G. de la norme NF P 03-001 les pénalités de retard sont appliquées comme suit :

- **En cas de retard dans l'exécution de son lot**, l'entreprise subira une pénalité dont le montant sera calculé ainsi qu'il suit :
- Par jour calendaire de retard : **250 € HT** (deux cent cinquante euros).
- Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le Maître d'œuvre du retard dans la date d'intervention prévue par le calendrier d'exécution des travaux pour tout ou partie d'un ouvrage constituant son lot.
- De la même façon, une entreprise qui, tout en achevant ses prestations dans l'enveloppe du délai global, n'aurait pas suivi le planning d'exécution, décalant de ce fait l'intervention d'autres entreprises, sera passible de la pénalité susvisée, par jour calendaire de retard dont la responsabilité lui incombera.
- Dans le cas où les entreprises responsables auront pu rattraper le retard pris, permettant ainsi de respecter le délai global d'exécution, les pénalités pourront faire l'objet d'un remboursement sur proposition du Maître d'œuvre.

En cas de retard dans les levées de réserves de livraison dans un délai de 30 jours après les remises des clés aux propriétaires, les entreprises subiront les pénalités suivantes :

- **75 € HT** par jour sans plafond,

En cas de retard dans l'établissement et la transmission des documents ci-après, les entreprises subiront les pénalités suivantes :

- **PPSPS** (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) : **75 € HT** par jour,
- **Plans de réservations** à remettre la 3^{ème} semaine du mois de préparation : **150 € HT** par jour,
- **DOE, Avis Techniques, plans de récolement, etc...** : **150 € HT** par jour.

Le montant de ces pénalités n'est pas plafonné.

Pénalités pour absence au rendez-vous

Les rendez-vous de chantier hebdomadaire ont lieu aux jours et heures fixés par la Maître d'œuvre.

La notification du marché au titulaire emporte obligation pour celui-ci d'assister aux rendez-vous de chantier ou de s'y faire dûment représenter par une personne habilitée à prendre des décisions engageant son entreprise. La bonne marche du chantier est subordonnée aux décisions prises aux rendez-vous de chantier.

Tout entrepreneur convoqué aux réunions de chantier (par courrier, convocation ou mention de celle-ci sur le compte-rendu de chantier) sera pénalisé de **150 € HT** pour absence.

4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé à l'entrepreneur qu'aucun dommage ne doit être causé aux canalisations, conduites, bâtiments mitoyens, ouvrages rencontrés pendant l'exécution des travaux et qu'il doit prendre toutes les dispositions utiles notamment pour le soutien et le maintien de ces canalisations, conduites, bâtiments mitoyens ou ouvrages.

L'entrepreneur restera responsable des désordres ou des dommages causés, aux personnes ou aux biens, par l'exécution des travaux.

4.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Par dérogation aux dispositions de la Norme NF P 01-003, les plans et autres documents conformes à l'exécution sont à fournir à l'appui de la demande de réception formulée par l'entrepreneur. En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, une retenue égale à **750 €** sera opérée, sur les sommes dues à l'entrepreneur concerné.

La non fourniture des documents à la date fixée ci-dessus a pour effet la non prononciation de la réception par le représentant légal du Maître d'ouvrage et l'application éventuelle des pénalités.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

5.1. Cautionnement, retenue de garantie

La retenue de garantie sera égale à 5 % du marché, y compris avenants.

Un cautionnement peut être constitué par l'entrepreneur.

Le montant du cautionnement sera égal à 5 % (cinq pour cent) du montant des travaux indiqué dans l'acte d'engagement.

5.2. Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée à l'entrepreneur.

5.3. Avance sur matériel

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt : *sans objet*

6.3. Caractéristiques, Qualité, Vérifications, Essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser

dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par le Maître d'œuvre, assisté par le bureau de contrôle consulté.

6.3.2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur ou de sous-traitance et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3. Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'ouvrage.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'ouvrage : *sans objet*

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Le piquetage général sera effectué avant le commencement des travaux.

Il est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise chargée du lot Gros Œuvre et sera effectué par un géomètre, contrairement avec le Maître d'œuvre.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Si des ouvrages ou canalisations enterrés se trouvent au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, un piquetage spécial est effectué en même temps que le piquetage général.

L'entrepreneur devra se faire assister du propriétaire du réseau intéressé ou de son concessionnaire.

ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

8.1.1. Il est fixé une période de préparation. Sa durée est d'UN MOIS (1) du début du délai global d'exécution dans lequel elle est incluse.

Le calendrier d'exécution arrêté pendant la période de préparation signé et accepté par les différentes entreprises, devient le calendrier d'exécution contractuel. Il sert notamment de document de référence pour l'application des dispositions des articles 4.1. et 4.3. du présent CCAP.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après et sans que cette liste soit limitative :

1. Par les soins de l'entrepreneur de gros œuvre :

- Etablissement et présentation au visa du Coordonnateur de sécurité et du Maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- Regroupement et transmission au Coordonnateur de sécurité des PPSPS visés en 3/ ci-après,
- Obtention des autorisations nécessaires aux installations éventuelles de chantier en dehors des limites de l'opération.

2. Par les soins de tout entrepreneur avec l'équipe de Maîtrise d'oeuvre :

- Revue de contrat,
- Etablissement des détails d'exécution,
- Mise au point des réservations :
- D'une façon générale, les entrepreneurs de chaque corps d'état devront fournir, en temps opportun à l'entreprise de gros œuvre, les coordonnées précises de toutes les réservations, avec plans de repérage cotés à l'appui.

Tous ces éléments devront être communiqués durant la phase préparatoire du chantier afin d'être portées sur les plans BA. Passé cette période, les entreprises se rapprocheront de l'entreprise de gros œuvre, toutes les modifications dues au retard de ces réservations, sur le chantier ou sur les plans étant à leurs frais. L'entrepreneur de gros œuvre est tenu, au moment de la construction de ses ouvrages de réserver tous les passages, saignées, feuillures, trous.

Toutes les réservations seront exécutées sous la responsabilité de l'entrepreneur intéressé qui devra vérifier sur place qu'elles ont été réalisées correctement. Cette prestation est censée incluse dans les prix.

Toutefois, cette clause ne sera applicable seulement si les corps d'état de second œuvre auront fourni, pendant les périodes de préparation, toutes les indications écrites et plans cotés utiles à l'entrepreneur de gros œuvre.

Dans les cloisons ou doublages, chaque entrepreneur réalisera ses propres percements et rebouchages avec des matériaux compatibles avec ceux en place.

- Echantillons des fiches d'interfaces,
- Echantillons, agrément du Maître d'ouvrage :
Les échantillons de matériaux et d'appareillage ou les prototypes dont la production est prévue par le CCTP sont fournis dans le local réservé au Maître d'œuvre ou dans un local annexe.
Tous les ouvrages de références différentes de celles prévues au devis descriptif ou dont les plans et échantillons n'auront pas obtenu l'agrément du Maître d'œuvre avant exécution pourront être refusés lors de la réception.
Quand le devis descriptif fait mention d'appareils ou matériaux "équivalents" ou "similaires", aucun règlement tacite ne pourra être invoqué. L'accord du Maître d'œuvre est obligatoire.
Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre du produit ou du matériel.
Pendant la période de préparation de chantier, les entreprises devront soumettre, au Maître d'œuvre, les échantillons et les spécifications techniques des différents matériaux à mettre en œuvre sur le chantier, ainsi que les palettes des différents coloris.

3. Par les soins de tout entrepreneur :

- Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dont le contenu est précisé à l'article R-238-31 et R-238-32 du Code du Travail, comportant :
 - Analyse des risques :
 - A / venant des tiers (entreprises extérieures)

- B / pour les autres
- C/ internes.
- Analyse des procédés et des modes opératoires.
- Prise en compte des problèmes spécifiques du chantier.

Remise au coordonnateur SPS et ce, selon les délais prévus à l'article R-238-30 du Code du Travail.

- DICT

4. Par les soins du Coordinateur « sécurité, santé » :

- Harmonisation et visa des PPSPS cités en 3/ ci-avant, au fur et à mesure de l'élaboration desdits PPSPS,
- Etablissement a posteriori, du plan général de coordination, en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) :
 - Définissant l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques de la coactivité,
- Etablissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIU) :
 - Rassemblant toutes les données concernant l'ouvrage en matière de sécurité,
 - Se complétant au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
 - Intégrant l'ensemble de maintenance, d'entretien, de modifications apportées et facilitant les interventions ultérieures,
- Ouverture et tenue à jour du registre journal reprenant toutes les observations faites par le coordinateur au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

8.1.2. Coordination et Pilotage de chantier :

La coordination et le pilotage de chantier est assuré par :

SOVEBAT

Espace du Parc – Rue Mozart
26000 VALENCE
Tél : 04.75.43.20.40
secretariat@sovebat.fr

8.1.3. Répartition des dépenses communes :

Seront imputées au "compte prorata" géré par l'attributaire des travaux du lot n° 02 : gros œuvre :

- Toutes les dépenses imprévisibles ou non susceptibles d'estimation préalable, telles que décrites à l'article 3 de la Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata et celles précisées au présent CCAP,
- Le panneau réglementaire de chantier.

Pour l'établissement, la gestion et le règlement de ce compte sauf stipulation contraire du CCAP, il sera fait application de la Convention visée ci avant.

Le montant du compte prorata des entreprises est de **1 % HT** du montant HT des travaux du lot pour lequel elles ont été retenues. Les entreprises devront accompagner leur 1^{ière} situation d'un chèque à l'ordre du compte prorata de 50 % du montant total de manière à approvisionner ledit compte, et pour les situations suivantes d'un chèque de 1 % HT du montant HT de la situation (TVA à rajouter) et ainsi de suite jusqu'à concurrence du montant total dû.

En cas de litige, le Maître d'œuvre interviendra à titre d'arbitre et tranchera.

Au cas où l'entrepreneur refuserait d'acquitter cette part, où s'il tardait à en verser le montant, le Maître de l'ouvrage, cinq jours (5) après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée sans effet, déduira du solde de cet entrepreneur la part des frais dont il s'agit et en opérera le paiement à l'entrepreneur qui en a fait l'avance.

8.1.4. Organisation collective, sécurité et hygiène du chantier :

En application des dispositions de la Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata, établie par l'Office Général du Bâtiment et des Travaux Publics, c'est le titulaire du lot gros œuvre, qui est chargé d'assurer à ses frais, l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier conformément aux dispositions de la norme NFP 03-001 et des préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 de l'OPPBT, sauf ouvrages provisoires ou installations confiées par la même Convention, aux titulaires d'autres lots (électriciens, plombiers, etc...).

Le titulaire du lot gros œuvre n'est chargé que de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir le dispositif de sécurité commune jusqu'à la réception. Chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité conformément au droit commun.

8.2. Études d'exécution, notes de calculs, études de détail

Avant d'entreprendre l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit s'assurer que les plans en sa possession sont les plans définitifs de l'Architecte mis à jour de toutes modifications.

Les plans actuels sont des plans d'appel d'offres destinés au chiffrage des entreprises et sont susceptibles d'être modifiés lors de la phase exécution.

Sont à la charge de l'entreprise (et non réalisés par les BET) :

- Les plans de réservation,
- Les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation,
- Les plans de tracé des réseaux (courants forts, faibles, réseaux AEP/ECS/chauffage, implantation et altimétrie,
- Les plans de préfabrication,
- Les plans de fourreautage,
- Les mises à jour éventuelles des plans d'exécution et de chantier du fait de variantes proposées par l'entreprise en cours de réalisation,
- Les plans nécessaires pour la constitution du dossier des ouvrages exécutés (DOE),
- Les plans de récolement éventuels,
- Les plans de détails d'atelier ou de schémas d'exécution.

Ces plans et études seront soumis à l'accord préalable du BET, du bureau de contrôle et du Maître d'Œuvre. L'ensemble des plans ci-dessus à fournir en 3 exemplaires.

L'entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications des plans de détail ; en cas de doute, il en référera à l'Architecte. S'il néglige de le faire, il restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences qu'elles entraîneraient.

Pour les documents soumis au contrôleur technique, le Maître d'œuvre ne donnera son visa qu'après avoir reçu instruction du Maître d'ouvrage sur les suites à donner à l'avis du contrôleur technique.

L'établissement des détails d'éléments préfabriqués ou des modifications de plans d'exécution consécutifs à des choix d'entreprises seront à la charge de ces entreprises.

Les renseignements nécessaires à l'établissement des POE (Plans d'Ouvrage Exécutés) seront fournis par les entreprises sous forme d'attachements cotés.

Pour tous travaux non prévus au projet et pour toute modification au projet, l'entrepreneur devra exiger un ordre écrit et signé du Maître d'œuvre, et également visé pour accord par le Maître d'ouvrage.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra apporter une modification sans ordre écrit.

Dans le cas où l'entrepreneur ne se conformerait pas à cette obligation, le Maître d'œuvre sera en droit de faire démolir les ouvrages modifiés, et cela aux frais de l'entrepreneur.

En cas de diminution dans la masse des travaux conduisant à une diminution du montant du marché, il ne sera alloué à l'entrepreneur aucune indemnité en raison de cette diminution et quel qu'en soit son importance.

8.3. Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

8.4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

En application des dispositions de la Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata, établie par l'Office Général et des Travaux Publics, c'est le titulaire du lot gros œuvre, qui est chargé d'assurer à ses frais, l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier conformément aux dispositions de la norme NFP 03-001 et des préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 de l'OPPBTP, sauf ouvrages provisoires ou installations confiées par la même Convention, aux titulaires d'autres lots (électriciens, plombiers, etc...).

Le titulaire du lot gros œuvre n'est chargé que de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir le dispositif de sécurité commune jusqu'à la réception. Chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité conformément au droit commun.

8.5. Mesures particulières en matière de sécurité et de protection de la Santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'applications :

- Décret n° 93.1418 du 31 Décembre 1993
- Décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 modifié par le décret n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail
- Décret n° 2008-244 du 7 Mars 2008 (articles R 4532-77 à 94 et R 4741-4 et R 4741-5) relatif au Code du Travail

La mission du coordonnateur "sécurité, santé" consiste en général :

- au stade de la conception :
 - ➔ Intégration des principes généraux de prévention (environnement, entretien ultérieur et exécution propre),
 - ➔ Elaboration du PGC + complément éventuel et déclaration préalable,
 - ➔ Constitution du DIU,
 - ➔ Ouverture du Registre journal,
 - ➔ Projet de règlement CISSCT le cas échéant.
- passation de consignes entre coordonnateurs (si différents)
- au stade de la réalisation :
 - ➔ Inspections préalables avec chaque entreprise (y compris sous-traitant et travailleurs indépendants),
 - ➔ Inspection commune Chef d'établissement le cas échéant,
 - ➔ Examen et harmonisation des PPSPS et mise à jour du PGC,
 - ➔ Tient à jour, adapte le PGC et veille à son application,
 - ➔ Veille à l'application correcte des mesures de coordination,
 - ➔ Participe aux réunions de chantier,
 - ➔ Complète el DIUO,
 - ➔ Communique aux entreprises les consignes prévues avec le Chef d'établissement,

Tient à jour le registre journal de coordination, à savoir :

- * CR d'inspections communes,
 - * Les observations et notifications visées,
 - * Les renseignements relatifs aux entrepreneurs,
 - * Passation des consignes entre Coordinateurs et présentation sur demande du RJ,
 - * Communique la liste des intervenants, entrepreneurs, le PPSPS du gros œuvre aux autres entreprises (+ risques particuliers)
- ➔ Constitue, précise et anime le CISSCT le cas échéant, et conserve les PV des réunions du CISSCT dans un registre,
- ➔ Prend les dispositions pour que seules les personnes autorisées accèdent au chantier,
- ➔ Remet au Maître d'ouvrage le DIUO à réception de l'ouvrage (transmission par PV).

8.6. Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

Chaque entreprise devra fournir au coordonnateur de sécurité dans un délai maximum de 30 jours tous les éléments permettant de constituer le dossier de l'ouvrage facilitant la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Les documents, plans et notes techniques de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Le dossier de maintenance lorsqu'il s'agit de lieux de travail.

Les dispositions prises pour :

- Le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture,
- L'accès en couverture (moyens d'arrimage, mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection),
- L'entretien des façades (moyens d'arrimage et stabilité des échafaudages et des nacelles),
- Les travaux d'entretien intérieur (ravalement de halls de grande hauteur, accès aux gaines techniques, accès aux cabines d'ascenseurs...),
- Les indications relatives aux locaux techniques et sanitaires mis à la disposition de la personne chargée des travaux d'entretien, lorsque ces locaux existent.

ARTICLE 9 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

9.1. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, vérification préalable

- Chacune des entreprises est réputée, avant la remise de leur offre :
- Avoir pris connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantations des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux accès, et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venue d'eau, etc...) à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier, moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...

- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du bureau d'étude technique et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service des Eaux, Équipement, Services Municipaux, Electricité de France, Gaz de France, PTT, etc...),
- Connaître l'implantation de tous les réseaux situés dans le terrain ou sur les abords,
- Avoir pris connaissance des dispositions concernant la Nouvelle Réglementation Acoustique et thermique.

9.2. Stockage de matériels et de matériaux

Aucun dépôt de matériels ou de matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation écrite spéciale du Maître de l'ouvrage.

Les approvisionnements sur le chantier seront faits en temps utile, afin de ne provoquer aucun retard dans la marche des travaux et permette aux entreprises intéressées d'effectuer certains travaux préparatoires.

Le stockage des matériaux sur le chantier sera fait en accord avec le Maître d'œuvre, et ne devra gêner en aucun cas les travaux des entrepreneurs. Les charges concentrées au milieu des portées seront interdites.

Les dépôts de matériel et de matériaux seront prévus dès le plan d'aménagement du chantier, et des emplacements seront réservés pour les entreprises qui en feront la demande, au cours de la période de préparation des travaux.

9.3. Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour conserver et protéger les ouvrages contre toutes les avaries et intempéries d'une part jusqu'à la réception des travaux, d'autre part pendant le délai de garantie. L'entrepreneur est entièrement responsable des travaux réalisés, de leur bonne tenue, ainsi que de tous les dommages que pourraient subir ces ouvrages ou les immeubles riverains du fait de ses travaux.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir ni pour éluder les obligations de son marché ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui lui seraient occasionnées par l'exécution simultanée d'autres chantiers entrepris par les collectivités publiques ou leurs concessionnaires, soit dans les limites de ses propres chantiers, soit à proximité.

9.4. Protection des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparents, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, ou autres, etc... qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il.

Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

ARTICLE 10 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

10.1.1. Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou du C.C.T.P. seront assurés sur le chantier, par le Maître d'œuvre.

Les dispositions du de l'article 15.3 de la norme NF P 01-003 ; relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, seront applicables à ces essais.

10.1.2. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées,
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître d'ouvrage.

sauf si ces essais et contrôles conduisent au refus de tout ou partie de l'ouvrage entraînant sa démolition et sa réfection, auquel cas ils resteraient à la charge de l'entrepreneur.

10.2. Réception

La réception sera prononcée après achèvement de l'ensemble des lots constituant l'opération objet du présent CCAP.

Pour la réception des ouvrages pour lesquels les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP fixent certaines épreuves, la réception ne sera prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. La réception des travaux se fera suivant les prescriptions de l'article 17 de la norme NFP 03-001, et la retenue de garantie sera restituée à l'entreprise à la fin du délai de garantie.

Après le délai de garantie, l'entrepreneur ne sera plus soumis qu'aux dispositions des articles 1792 et 2270 du Code Civil pendant la période des dix années commençant à la réception des travaux.

10.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

10.3.1. Le présent article s'applique lorsque le marché, ou un ordre de service, prescrit à l'entrepreneur de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

10.3.2. Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou partie d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'oeuvre et l'entrepreneur.

L'entrepreneur a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître de l'ouvrage. Il peut faire des réserves s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que lesdits travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'oeuvre.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

10.3.3. Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, l'entrepreneur n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître de l'ouvrage.

10.4. Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au Maître d'ouvrage dans les délais prévus seront présentés dans les formes prévues à l'article 7.1 de la norme NF P 01-003.

Les modalités de présentations des documents à fournir après exécution sont : **2 tirages de plans** de récolements nécessaires à l'établissement des DOE et DIUO + **1 dossier informatique au format DWG ou PDF** pour chacun d'eux.

10.5. Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages est d'un an à partir de la date d'effet de la réception prononcée par le Maître de l'ouvrage.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur entretiendra les ouvrages qu'il aura exécutés en parfait état, il sera responsable des dégâts qu'ils pourraient éprouver ou occasionner. Cette responsabilité entraînera la remise en état ou le remplacement de toutes parties d'ouvrages ou de toutes pièces qui seraient reconnues défectueuses,

soit par insuffisance dans les dimensions ou la puissance, soit par vice de construction, défaut de matière ou de pose. Il est précisé que les avaries provoquées par le froid ne seront en aucun cas considérées comme résultant d'un événement de force majeure.

10.6. Garanties particulières : sans objet

10.7. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur, ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante. Elle doit être illimitée pour les dommages corporels,
- D'une assurance couvrant les responsabilités civiles et décennales résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil.

Au premier trimestre de chaque année civile suivant celle de démarrage des travaux et à l'appui de son décompte final, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont à jour de leurs cotisations.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de la produire à toute réclamation du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes Françaises homologuées ci-après :

- C.C.A.G. - dérogation à l'article 9.5 de la norme NF P 01-003 par l'article 4.3.
 du C.C.A.P.
 - dérogation à l'article 4.2.1 de la norme NF P 01-003 par l'article 2 du
 présent C.C.A.P.
 - dérogation à l'article 3.5 de la norme NF P 01-003 par l'article 3.4 du
 présent C.C.A.P.
- C.C.T.G. - néant.

A , le 2022

Mention(s) manuscrite(s)
"Lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des) prestataires
Le Maître d'ouvrage

VISA DES ENTREPRISES

Tampon et signature

Lot n° 00 : TERRASSEMENTS – V.R.D. – AMENAGEMENTS EXTERIEURS	Lot n° 01 : GROS-ŒUVRE
Lot n° 02 : CHARPENTE – COUVERTURE TUILES	Lot n° 03 : ETANCHEITE
Lot n° 04 : ENDUITS DE FACADES – PEINTURE MINERALE	Lot n° 05 : MENUISERIES EXTERIEURES PVC PLAXE ET ALUMINIUM
Lot n° 06 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS	Lot n° 07 : METALLERIE

Lot n° 08 : PORTES DE GARAGES	Lot n° 09 : FAUX-PLAFONDS – DOUBLAGES – CLOISONS
Lot n° 10 : ENDUITS – PEINTURES	Lot n° 11 : CHAPES – ISOLANTS DE SOLS
Lot 12 : CARRELAGES - FAIENCES	Lot 13 : ASCENSEUR
Lot 14 : ISOLATION SOUFFLEE EN COMBLES	Lot 15 : PLOMBERIE - SANITAIRES
Lot 16 : CHAUFFAGE - VMC	Lot 17 : ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES

Lot 18 : ESPACES VERTS - CLÔTURES	
-----------------------------------	--